

Nature de l'acte : 8.3

N° 2024 06 564

Mis en ligne le ....14.06.24

**CHAUSSÉE RÉTRÉCIE ET CIRCULATION ALTERNÉE POUR CHANTIER MOBILE**  
**BOIS DE LOURDES (FORÊT DE SUBERCARRÈRE)**  
**POUR TRAVAUX DE RÉFECTION DE CHAUSSÉE PAR L'ENTREPRISE LAPEDAGNE TP**  
**DU LUNDI 17 AU VENDREDI 21 JUIN 2024**

**Le Maire de la Ville de Lourdes,**

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

**Vu la demande de l'entreprise LAPEDAGNE TP sise 32 avenue Charles de Gaulle 64800 COARRAZE, relative à des travaux de réfection de chaussée, pour le compte de la ville de Lourdes, sur les chemins ruraux n°32 et n°33 situés au bois de Lourdes (Forêt de Subercarrère), du lundi 17 au vendredi 21 juin 2024,**

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

**Du lundi 17 au vendredi 24 juin 2024, l'entreprise LAPEDAGNE TP est autorisée à occuper le domaine public sur les chemins ruraux n°32 et n°33 situés au bois de Lourdes (Forêt de Subercarrère)**

**Article 2 - Circulation**

Durant la période visée à l'article 1, la circulation est perturbée en raison de l'avancement d'un chantier mobile. La vitesse des véhicules est limitée à 30km/h et matérialisée par des panneaux B14 aux abords des emprises du chantier. Sur les zones ne permettant pas le passage des deux sens de circulation, la circulation sera réglée par alternat manuel à l'aide de piquets K10.

**Article 3 - Affichage de l'arrêté**

Cet arrêté est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté

#### **Article 4 - Signalisation, balisage**

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité et sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet de cette dernière.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

#### **Article 5 - Droits des tiers**

Le bénéficiaire de l'arrêté devra conserver l'accès des riverains.

#### **Article 6 - Constatation des contraventions**

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

#### **Article 7 - Exceptions**

Les dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables aux :

- véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- véhicules de police,
- véhicules de ramassage des ordures ménagères,
- véhicules des services municipaux.

lorsqu'ils sont en service.

#### **Article 8 - Recours**

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication électronique.

#### **Article 9 - Application de l'arrêté**

Madame la Directrice des Services, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 12 juin 2024

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Philippe ERNANDEZ

Notifié le .....

Par courrier recommandé envoyé le .....

Par remise en main propre

Par mail envoyé le 13/06/2024

Je soussigné(e).....

Signature : .....

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU

Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.

